

Discours de Madame Nicole Fontaine
"Passé, présent et futur de l'énergie"

"Rendez-vous des européens" du 19 septembre 2006

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureuse de m'exprimer aujourd'hui devant vous, entrepreneurs, membres de la Commission européenne, membres d'associations; je remercie M. François Cambon, Président du Club "Le Rendez-vous des Européens", de me donner ainsi l'occasion d'exprimer l'importance pour l'Union européenne de cette réflexion sur les choix énergétiques.

En s'inscrivant dans le cadre du débat sur le Livre Vert sur la stratégie européenne en matière d'énergie, le débat de ce soir participe à la grande consultation publique qui se terminera ce 24 septembre. Je tenais, à cet égard, à féliciter la Commission européenne, et plus particulièrement le Commissaire Pielbags pour cette initiative.

Le choix d'une stratégie énergétique est un enjeu majeur pour l'Union européenne: il y va du bien-être quotidien de chacun, de notre compétitivité de demain, de notre capacité à inscrire notre développement industriel et économique dans une logique de développement durable et de solidarité européenne, de notre volonté de léguer aux générations futures une économie à la fois plus performante et plus respectueuse de notre environnement.

Je suis heureuse, en venant à votre rencontre aujourd'hui, de constater que vous êtes aussi nombreux à partager cette conviction et aussi engagés dans le débat qui s'est ouvert.

Mais, pour resituer notre débat, revenons brièvement en arrière...

Les années 50 ont été marquées par le souci d'une énergie nationale et abondante : charbon et hydroélectricité, les années 60 par la recherche d'une énergie à meilleur marché : le pétrole.

Les crises pétrolières des années 70 ont conduit à privilégier davantage l'indépendance stratégique et le rééquilibrage de notre balance commerciale.

Ainsi les années 80 ont vu la montée en régime du parc électronucléaire et de façon plus éphémère des actions pour les économies d'énergie.

Les années 90 ont été marquées quant à elles par le processus d'ouverture des marchés énergétiques à la concurrence.

Ce début du 21^e siècle se présente de façon plus complexe : aux problématiques précitées, et qui conservent toute leur acuité, s'ajoute un double défi.

- Tout d'abord, le 21^e siècle sera celui où les limites physiques de certaines ressources vont devoir nécessairement être intégrées. C'est notamment le cas du pétrole où les réserves prouvées ne dépassent guère 30 ans et les réserves probables la fin du siècle. Bien avant cette échéance, et au-delà des cycles économiques cycliques ou des crises politiques, nous connaissons des tensions majeures liées à la très inégale répartition géographique des réserves énergétiques.

- D'autre part, et au-delà du problème éthique de la consommation effrénée de réserves constituées sur l'ensemble du globe en plusieurs centaines de millions d'années, notre planète ne peut plus physiquement supporter des émissions de gaz à effet de serre sur le rythme d'évolution de ces cinquante dernières années.

Nous nous trouvons donc, à la croisée des chemins : les enjeux sont considérables, économiques, stratégiques, environnementaux ; le défi est clairement défini : il pourrait s'énoncer sous la forme d'un problème géométrique : étant donné la faiblesse de notre sous-sol, et les coûts comparés des diverses énergies, -il nous faut trouver le bouquet énergétique qui favorise à la fois notre prospérité, notre indépendance, et le respect de nos engagements sur les émissions de gaz à effet de serre.

Si le problème est simple, la solution ne l'est pas.

D'autant qu'il s'agit de déterminer une solution durable, qui nous engage pour plusieurs décennies. D'où l'importance de la prospective, c'est-à-dire littéralement d'une vision anticipatrice ; la prospective, notons-le au passage, n'est pas une simple « prévision », qui se borne à prolonger les courbes du présent, elle doit être une imagination portée vers l'avant, qui soit capable d'appréhender mais aussi d'inventer l'avenir, d'envisager des ruptures, et de pourvoir à l'inattendu.

C'est dans cette perspective que la Commission européenne a publié le 8 mars 2006 un Livre vert pour "Une stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable".

Je rappellerai que la préoccupation de l'Union européenne en matière de sécurité énergétique ne date pas de 2006 puisque dès l'année 2000 sous présidence française et avec l'impulsion de la Commissaire en charge, à l'époque, de l'énergie, Madame de Palacio, la Commission avait publié un Livre vert intitulé « vers une stratégie européenne pour la sécurité d'approvisionnement ». En fait, dès le début de la construction européenne, la sécurité d'approvisionnement a été au cœur de l'Europe avec par exemple la CECA, à une époque où le charbon était une source d'énergie très importante. Nous n'avons en fait jamais « manqué » de politique énergétique.

Après les black outs électriques en 2003, et plus récemment la crise russo-ukrainienne du début de l'année 2006, la problématique de la sécurité énergétique européenne est devenue une préoccupation de premier plan au niveau européen. Après les pannes, nous avons eu des craintes pour nos approvisionnements, malgré la confiance que nous avons placée en Gazprom. Nous avons craint que l'énergie soit utilisée comme un instrument de pouvoir. Ces événements, parmi d'autres, ont favorisé l'accélération d'une prise de conscience plus aiguë des défis qui nous attendent et de la complexité des enjeux futurs de l'énergie.

Dans ce contexte, les Etats se sont naturellement tournés vers l'Europe, comme souvent en cas de difficulté. L'Europe doit être capable d'offrir un cadre et des outils permettant

aux Etats Membres d'assurer leur sécurité énergétique, c'est-à-dire l'équilibre de l'offre et de la demande d'énergie dans des conditions économiques et environnementales soutenables.

Le Livre vert de la Commission européenne ainsi que le Conseil européen des 23-24 mars dans le domaine de l'énergie, qui reprennent l'essentiel du Mémorandum français de janvier 2006 -ce dont je me félicite- ont jeté les bases d'une véritable politique européenne.

Je rappellerai brièvement plusieurs des priorités dégagées par le Livre vert :

- la mise en place d'un observatoire européen de l'approvisionnement énergétique
- la publication régulière d'une analyse stratégique de la politique énergétique européenne
- la définition d'une politique énergétique extérieure commune.

1. Une politique extérieure ambitieuse, réaliste et pragmatique

Je voudrais insister sur ce dernier aspect qui démontre que la politique européenne est en train de développer une politique extérieure ambitieuse, réaliste - car elle prend en compte les politiques et particularités nationales - et enfin pragmatique - car elle privilégie les coopérations concrètes avec les principaux partenaires européens plutôt que des échanges tous azimuts. Il faut une meilleure coordination des dialogues et partenariats externes en matière d'énergie, qui associe bien en amont les Etats-Membres.

Je pense notamment au dialogue UE-Russie, qui est d'une importance stratégique pour la sécurité d'approvisionnement du continent et qui doit être fondée sur de meilleurs équilibres, sur une plus grande réciprocité et enfin sur une sécurité juridique, réglementaire et fiscale renforcée : nous pouvons dans ce cadre dire ce que nous pensons à notre partenaire russe du code minier, de la charte de l'énergie ...

Dans le même esprit, un dialogue UE-OPEP a été lancé depuis 2005. Nous attendons de ce dialogue des réponses des pays producteurs de l'OPEP sur les scénarios de production et sur l'état des réserves de certains d'entre eux pour qui l'estimation précise des réserves conserve un caractère stratégique. Il est opportun que l'Europe traite de ces

questions, ce qui permet également d'avoir une approche géographiquement équilibrée avec tous les pays producteurs.

D'autres dialogues existent avec l'Inde, la Chine et plus récemment avec l'Algérie.

Toutes ces coopérations permettent de faire partager à ces groupes de pays une même approche en matière de réduction de l'intensité énergétique, de promotion des économies d'énergie, de développement des énergies renouvelables et des nouvelles technologies de l'énergie, et de lutte contre le changement climatique. Grâce à ces partenariats, l'Europe témoigne d'une véritable ambition énergétique à l'échelle mondiale. Ainsi, je vois dans cette diplomatie énergétique européenne un moyen de renforcer son rayonnement, de servir de référence aux autres pays consommateurs et producteurs en ayant le souci des impératifs de protection de l'environnement.

2. La nécessité d'une approche intégrée

La problématique des prix de l'électricité est pour moi révélatrice de la nécessité d'une approche intégrée au niveau européen des enjeux énergétiques.

La formation des prix de l'électricité est en effet un sujet sur lequel il faut avancer au niveau européen. Certes il y a le rôle des interconnexions. Mais surtout, les quotas de CO2 ont un effet direct et absurde sur les prix de l'électricité. Pas un seul producteur n'a eu à acheter de quotas sur le marché. Or les prix de l'électricité ont reflété à la hausse, comme à la baisse heureusement, les variations du prix des quotas de CO2. Je ne vois pas pourquoi dans ces conditions, le prix intègre cette composante. Les consommateurs non plus d'ailleurs.

Une approche intégrée des questions énergétiques passe également par la solidarité européenne. Il faut davantage de transparence sur les ressources en hydrocarbures de chaque Etat Membre ainsi que la création d'une instance de réaction en cas de crise de rupture d'approvisionnement.

Il faut également une harmonisation du rôle et des pouvoirs des régulateurs nationaux. Mais il est, je pense, à ce stade trop prématuré d'envisager la création d'un régulateur européen.

Je ne pense pas non plus qu'il soit utile d'envisager de nouvelles étapes réglementaires, notamment comme celle d'une séparation patrimoniale entre les opérateurs de production d'énergie, les transporteurs et les distributeurs. La libéralisation complète des marchés de l'électricité et du gaz constitue un des défis majeurs de l'Union européenne, libéralisation qui ne pourra se faire dans de bonnes conditions que si les régulateurs européens voient leurs pouvoirs renforcés, qu'ils soient de plus en plus indépendants et que leurs actions soient coordonnées, notamment au niveau transfrontalier afin de combler le "vide" institutionnel qui existe actuellement sur ces questions.

3. Faire face à notre dépendance

Cette vigilance quant à notre consommation doit être d'autant plus grande que, pour la fourniture d'énergie, certains fondamentaux s'imposent à nous. Ici encore, je crois que nous avons un devoir de lucidité : la production d'énergie est sous contrainte, et ses sources seront appelées à évoluer. C'est aussi pour cela qu'il faut en discuter, afin de savoir quel bouquet énergétique nous pourrions définir et mettre en place, au regard de la consommation et des modes de vie que nous voulons.

La publication régulière d'une analyse stratégique de la politique énergétique européenne, proposée par le Livre vert, est à ce titre une excellente proposition qui permettra d'avoir une analyse fine et précise du rapport coût-efficacité de chaque source d'énergie.

Pour l'heure nous avons essentiellement quatre sources à notre disposition : le pétrole et le gaz, d'un côté, que nous achetons à l'extérieur ; l'énergie nucléaire et l'énergie hydraulique, de l'autre, que nous produisons chez nous.

S'agissant des énergies dites fossiles-gaz et pétrole principalement-, plusieurs questions se posent.

Dans l'absolu d'abord, celle de leur épuisement prévisible à long terme. La majorité des experts estime que les réserves mondiales de pétrole seront épuisées dans une cinquantaine d'années, et celles de gaz dans une soixantaine d'années. Lorsque l'on sait que le pétrole représente 36% de notre consommation d'énergie, et constitue une ressource exclusive pour des activités majeures comme les transports, on mesure mieux la nécessité de s'interroger aujourd'hui, et d'anticiper ! On imagine fort bien les tensions

potentielles qui ne pourront manquer de survenir, lorsque les réserves ultimes seront concentrées dans les mains d'un nombre limité de pays...

Car se pose bien évidemment la question de la dépendance dans laquelle ces énergies fossiles nous maintiennent vis-à-vis de l'extérieur. N'oublions pas que la production française de charbon, de pétrole et de gaz ne couvre que 10 jours de la consommation annuelle d'énergie de notre pays. L'actualité confère à ce problème une acuité très immédiate. Comment parer cet inconvénient ? La diversification des approvisionnements suffira-t-elle ?

S'ajoute le problème de l'impact de ces énergies fossiles sur l'environnement. Je pense ici bien sûr à la pollution de l'atmosphère par les « gaz à effet de serre ». Il faut en premier lieu s'attaquer à la question des transports, qui utilisent 71% de la production pétrolière.

Enfin, s'impose la question cruciale de savoir comment rendre ces énergies moins polluantes ? L'Union européenne s'est déjà engagée à réduire de gaz à effet de serre d'ici 2050. Stopper le réchauffement est en effet, à long terme, tout simplement une question de survie. Et pour cela il faut encourager les investissements dans la Recherche, notamment celle sur la séparation et la séquestration de CO₂ et celle sur des essences à faibles émissions de CO₂.

4. Développer les énergies renouvelables

En ce qui concerne les énergies renouvelables, il s'agit de déterminer si ces énergies, à la fois nouvelles et éternelles, comme le vent (grâce aux éoliennes), le soleil (grâce aux panneaux photoélectriques) ou la matière vivante (le bois et les biocarburants) peuvent constituer une véritable solution de remplacement, ou sont vouées à ne demeurer que de simples compléments. Pour cela il faut en évaluer avec réalisme le juste coût, les capacités réelles, avec les difficultés liées à leur naturelle intermittence, et enfin les impacts environnementaux, notamment sur les paysages.

Mais il s'agit aussi de faire face à nos engagements : l'Union européenne doit porter la part d'énergie renouvelable à 21 % de sa production totale d'électricité d'ici 2010. Il faut donc envisager les moyens d'atteindre cet objectif et non pas proposer de nouveaux

objectifs. Il faut des objectifs stables et réalistes. Comment inciter au développement technologique de ces nouvelles énergies ? Sommes-nous prêts à en payer le prix ?

L'énergie est et restera pour de nombreuses années au cœur des débats européens. Mais il y a actuellement une urgence à agir et ceci de façon concertée afin de montrer aux citoyens européens, après les non français et néerlandais, ce que l'Union Européenne peut leur apporter.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais pour finir saluer la pertinence de ce débat et vous encourager encore une fois à l'audace. Il nous est donné, pour la première fois sans doute, d'affronter simultanément le défi de la croissance et de la protection de la nature. Pour démontrer que cette double exigence n'est pas une utopie, ni l'impossible « quadrature du cercle », l'Union européenne doit mobiliser toute son énergie, et toute son intelligence. Sachons donc faire preuve d'audace, et n'oublions jamais que l'homme n'a de ressource que dans sa propre volonté !

Je vous remercie de votre attention.